

point de vue du patronat et du salariat. M. Walter E. Duffett, statisticien fédéral, et M. S. A. Goldberg, statisticien adjoint, ont parlé de l'évaluation de la productivité. Le juge A. R. McKinnon (Nouvelle-Écosse), président de la section chargée de recueillir des faits en matière de législation du travail, a parlé de la recherche d'une formule conduisant à l'entente et à la collaboration au sein de l'industrie. M. D. W. Ambridge, président de l'*Abitibi Power and Paper Company Limited*, et M. J. A. D'Aoust, vice-président et directeur régional des Ouvriers-Papetiers et Travailleurs du Papier Unis ont également parlé, au cours des séances plénières, de la coopération patronat-salariat au niveau de l'industrie et de l'usine.

Notons, au cours de la réunion d'Halifax, la session particulièrement importante, tenue par le groupe de discussion sur les constatations de la mission du Conseil national de la productivité, mission qui s'est rendue en Europe pour y étudier la coopération entre le salariat, le patronat et le gouvernement dans les pays européens. Prenaient part à cet entretien M. R. V. Yohe, président de la *B. F. Goodrich Canada Limited*, M. Jean Marchand, président de la Confédération des syndicats nationaux, et M. G. V. Haythorne, sous-ministre du Travail, qui est également membre du Conseil national de la productivité.

La mention, dans le discours du trône, de la création d'un Office national de développement économique faisait suite au succès de la mission qui s'est rendue en Europe sous les auspices du Conseil national de la productivité. Les membres de cette mission représentaient la main-d'œuvre, le patronat, le domaine de l'éducation, et le gouvernement. La main-d'œuvre syndiquée était représentée par M. William Dodge, vice-président exécutif de la Confédération des syndicats nationaux, par M. John B. Carroll, représentant international et adjoint au vice-président canadien de la Fraternité internationale des chaudronniers, constructeurs de navires, forgerons, marteleurs et aides et par M. Larry Sefton, directeur de la succursale n° 6 des Travailleurs unis de l'acier d'Amérique. Le patronat était représenté par M. J. Herbert Smith, président de la *Canadian General Electric Company Limited*, par M. Robert B. Yohe, président de la *B. F. Goodrich Canada Limited*, et par M. J.-Claude Hébert, président de la *Transparent Paper Products Ltd.* M. G. Edward Hall, président de l'Université Western Ontario, représentant les institutions d'enseignement.

Dans chacun des pays visités, les membres de la mission ont eu des entretiens détaillés avec les principaux représentants de groupes nationaux de la main-d'œuvre et du

patronat, avec les dirigeants d'organismes économiques d'État et d'organismes consultatifs comprenant des représentants de la main-d'œuvre, du patronat et du gouvernement.

En déléguant cette mission en Europe, le Conseil estimait que c'était utile et souhaitable d'avoir une meilleure connaissance de l'expérience d'autres pays en matière d'entreprises économiques destinées à favoriser l'embauche et le progrès de l'économie. La mission a visité la Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne de l'Ouest, la France, la Belgique et l'Angleterre, et a étudié dans ces pays toutes ces questions-là. De retour au Canada, ses membres ont rédigé et publié un rapport très informatif et très utile sur les organismes européens, tant gouvernementaux que privés, qui s'occupent d'expansion économique.

Je considère les constatations auxquelles est arrivée cette mission comme étant de la plus haute importance. Dans une très grande mesure, ces constatations confirment ce que le gouvernement actuel a essayé de faire pour favoriser les relations plus étroites entre la main-d'œuvre, le patronat et le gouvernement. Il n'y a aucun doute que la collaboration entre la main-d'œuvre, le patronat et le gouvernement en Europe a contribué sensiblement à la prospérité générale dans cette région du monde. Ce serait vous tromper, cependant, il va sans dire, que d'attribuer la prospérité de l'Europe uniquement à cette collaboration, car de nombreux autres facteurs ont également joué un rôle. Néanmoins, sans une collaboration étroite entre les trois secteurs-clés des économies des pays européens, il est très douteux que ces derniers eussent réalisé le progrès que nous constatons présentement.

Bien que les programmes et les activités mis en œuvre par les divers pays visités par la mission aient révélé certaines différences, chacun avait le même objectif fondamental en vue. A cet égard, la mission a été impressionnée, dans chaque pays, par l'esprit de collaboration qui existe entre la main-d'œuvre, le patronat et le gouvernement, et la façon dont ils travaillent tous ensemble dans l'intérêt national. Il ne fait guère de doute que cette collaboration a largement contribué à la prospérité générale de l'Europe. La détermination dont ont fait preuve tous les groupes-clés de chacun de ces pays pour en arriver à de hauts niveaux d'emploi, au progrès économique, à la hausse des niveaux de vie et à une situation saine au chapitre des échanges commerciaux et de la balance des paiements a permis à l'Europe de se relever et de connaître une expansion économique vraiment remarquable.